AmbiguÃ¯tÃ© du C64 : aveuglement stratÃ©gique ou complicitÃ© passive ?

Description

La rÃ©cente prise de position de la Coalition Article 64 (C64) interroge profondÃ©ment : son ambiguÃ¯tÃ© stratÃ©gique relÃ¨ve-t-elle dâ??une grille de lecture inadaptÃ©e face Ã la nature du rÃ©gime congolais, ou sâ??agit-il dâ??une complicitÃ© passive ?

Cette posture trahit une faille analytique majeure : lâ??incapacitÃ© chronique de lâ??Ã©lite politique congolaise Ã identifier le systÃ¨me quâ??elle affronte. Depuis les indÃ©pendances, cette classe politique sâ??enferme dans des stÃ©rÃ©otypes stratÃ©giques inopÃ©rants. Elle oublie que si une dictature institutionnelle peut cÃ©der aux protestations de rue, un pouvoir nÃ©opatrimonial et personnel ne recule que devant la force, comme lâ??a prouvÃ© la chute de Mobutu.

default watermark

Câ??est sur ce point prÃ©cis que le C64 devrait tirer les leÃ§ons de la RÃ©volution amÃ©ricaine. Les colons amÃ©ricains nâ??ont pas fait lâ??apologie de la violence par dogmatisme idÃ©ologique, mais par un pragmatisme nÃ© de lâ??Ã©puisement absolu des recours pacifiques. AprÃ¨s avoir multipliÃ© manifestations, pÃ©titions et boycotts, ils ont actÃ© quâ??un tyran rÃ©pondant aux dolÃ©ances par les armes ferme lui-mÃªme la voie Ã toute transition institutionnelle. Lâ??usage de la force devient alors inÃ©vitable, lÃ©gitimÃ© par la rupture du contrat social.

En sâ??obstinant Ã opposer de simples marches civiques Ã un rÃ©gime qui confisque lâ??Ã?tat et ne comprend que le rapport de force brutal, la posture du C64 relÃ¨ve de lâ??analphabÃ©tisme stratÃ©gique. Limiter son action Ã la protestation pacifique face Ã une dictature personnelle nâ??est plus une opposition politique : câ??est une impasse qui condamne la contestation Ã lâ??impuissance.

La nature du rÃ©gime dicte la mÃ©thode de transition

Depuis lâ??indÃ©pendance, lâ??une des faiblesses rÃ©currentes de la vie politique congolaise rÃ©side dans la confusion systÃ©mique entre la conservation du pouvoir, lâ??alternance formelle des dirigeants et la transformation effective des institutions. Plus de six dÃ©cennies aprÃ¨s la dÃ©colonisation, cette confusion paralyse toujours le dÃ©bat sur lâ??avenir de la RÃ©publique DÃ©mocratique du Congo (RDC). Or, la sociologie politique enseigne quâ??aucune stratÃ©gie de transition crÃ©dible ne peut sâ??Ã©laborer sans identifier, au prÃ©alable, la nature exacte du systÃ¨me Ã transformer.

Le peuple congolais fait actuellement face Ã un rÃ©gime nÃ©opatrimonial. Ce systÃ¨me brouille dÃ©libÃ©rÃ©ment les frontiÃ¨res entre les sphÃ¨res publique et privÃ©e, combinant des institutions Ã©tatiques modernes de faÃ§ade avec des pratiques de gestion patrimoniale personnelle. Comme lâ??ont dÃ©montrÃ© Michael Bratton et Nicolas van de Walle dans leur ouvrage de rÃ©fÃ©rence *Democratic Experiments in Africa: Regime Transitions in Comparative Perspective*, bien que lâ??Ã?tat dispose dâ??une Constitution, dâ??une bureaucratie et de lois formelles, le pouvoir rÃ©el est monopolisÃ© par une clique dirigeante. Ces acteurs traitent les ressources publiques et les prÃ©rogatives rÃ©galiennes comme leur patrimoine exclusif.

default watermark

Dans une telle configuration, le chef de lâ??Ã?tat et son entourage ne cÃ¨dent jamais le pouvoir sous la simple pression pacifique. Bratton et Van de Walle Ã©tablissent un lien de causalitÃ© direct entre la nature nÃ©opatrimoniale dâ??un rÃ©gime et lâ??extrÃªme difficultÃ© dâ??amorcer une transition dÃ©mocratique. Si la dÃ©sobÃ©issance civile peut Ã©branler une dictature bureaucratique ou militaire classique, elle sâ??avÃ¨re inopÃ©rante contre un systÃ¨me nÃ©opatrimonial oÃ¹ le dirigeant sâ??efforce de se maintenir par tous les moyens, Ã lâ??image des trajectoires historiques dâ??Idi Amin Dada, de Mobutu Sese Seko ou de Jean-BÃ©del Bokassa.

Lâ??histoire rÃ©gionale valide cette thÃ¨se : malgrÃ© des annÃ©es de contestations populaires et de manifestations rÃ©primÃ©es, le rÃ©gime de Mobutu nâ??a cÃ©dÃ© quâ??aprÃ¨s sept ans de crise institutionnelle, face Ã lâ??offensive dâ??une force armÃ©e organisÃ©e (lâ??AFDL). De mÃªme, en GuinÃ©e Ã©quatoriale, au Gabon ou au Cameroun, les processus de transition purement pacifiques nâ??ont jamais rÃ©ussi Ã mettre un terme aux rÃ©gimes de Macias Nguema, de la dynastie Bongo ou de Paul Biya.

Lâ??usage de la force nâ??est pas antinomique avec les valeurs rÃ©publicaines

Lâ??invocation dogmatique des Â« valeurs rÃ©publicaines et dÃ©mocratiques Â» par certains membres de lâ??Ã©lite pour condamner indirectement toute rÃ©sistance coercitive relÃ¨ve de lâ??imposture intellectuelle.

La dÃ©mocratie et la RÃ©publique ne se rÃ©sument pas Ã un formalisme juridique dont un pouvoir illÃ©gitime pourrait se draper pour se sanctuariser. Les textes constitutionnels tirent leur sacralitÃ© du respect de la souverainetÃ© populaire et du contrat social. PrÃ©tendre dÃ©fendre les valeurs rÃ©publicaines en interdisant au peuple le droit de renverser un tyran qui a dÃ©truit ces mÃªmes institutions est un contresens historique et philosophique. Les grandes rÃ©publiques modernes sont nÃ©es dâ??actes de rupture face Ã lâ??absolutisme. Lorsque lâ??espace dÃ©mocratique est totalement verrouillÃ©, la force mise au service de la restauration constitutionnelle ne dÃ©truit pas la RÃ©publique : elle la fonde ou la sauvegarde.

La fausse neutralitÃ© : une confusion intentionnelle pour dÃ©mobiliser

Face aux violations rÃ©pÃ©tÃ©es de la Constitution par le rÃ©gime de FÃ©lix Tshisekedi, prÃªt Ã tout pour sâ??Ã©terniser au pouvoir, le droit de rÃ©sistance thÃ©orisÃ© par John Locke au XVIIe siÃ¨cle retrouve toute son acuitÃ©. Pour Locke, un gouvernement qui rompt le contrat social se met *de facto* en Â« Ã©tat de guerre Â» contre la nation, justifiant le recours Ã la force pour restaurer un ordre juste et lÃ©gitime.

Dans ce contexte, la posture du C64, qui met sur le mÃªme plan la rÃ©sistance populaire et lâ??oppression Ã©tatique, est politiquement intenable et dÃ©connectÃ©e de la gravitÃ© des enjeux. CrÃ©er intentionnellement une confusion entre lâ??exercice lÃ©gitime de la rÃ©sistance face Ã une dÃ©rive dictatoriale et la volontÃ© factieuse dâ??accaparer le pouvoir par la violence relÃ¨ve dâ??une stricte malhonnÃªtetÃ© intellectuelle. Cette fausse Ã©quivalence morale, renvoyant dos Ã dos la violence de lâ??oppresseur et la lÃ©gitime dÃ©fense des opprimÃ©s, paralyse lâ??action citoyenne et finit par cautionner, par dÃ©faut, le maintien du pouvoir illÃ©gitime.

Les membres de la C64 tentent de se positionner en centristes ou en mÃ©diateurs. Or, lâ??autocrate nâ??a nullement besoin du soutien actif des neutralistes ; leur inaction lui suffit amplement. Le neutralisme offre au rÃ©gime le silence, la dÃ©mobilisation populaire et le temps nÃ©cessaires pour rÃ©primer les derniers foyers de contestation et consolider son coup de force institutionnel. PrÃ´ner le dialogue depuis une posture Â« neutre Â» face Ã un pouvoir dÃ©terminÃ© Ã sâ??imposer par la contrainte nâ??est rien dâ??autre quâ??une capitulation dÃ©guisÃ©e. Lâ??oppresseur instrumentalise alors invariablement ces appels Ã lâ??apaisement pour lÃ©gitimer son autoritÃ© acquise illÃ©galement.

default watermark

Categorie

1. Uncategorized

date crÃ©Ã©e
novembre 1, 2026
Auteur
habari